

**DECISION PAR SUBDELEGATION D'ATTRIBUTIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU  
DOMAINE PUBLIC DE GRANDANGOULEME AU PROFIT  
DE LA SOCIETE AEVA - COMMUNE DE SAINT-YRIEIX-  
SUR-CHARENTE - PARC EURATLANTIC LIEU-DIT "LE  
COTEAU FOUILLOUX" - PARCELLE AB 453**

Le **PRESIDENT** de la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION** de **GRANDANGOULEME**,

Vu, le code général des collectivités territoriales,

Vu, le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu, la délibération du conseil communautaire portant délégation d'attribution du conseil au Président,

Vu, l'arrêté n°97 du 23 mars 2022 de Monsieur le Président subdéléguant à Monsieur Gérard ROY, en sa qualité de vice-président, une partie de ses attributions déléguées par la délibération susvisée,

Considérant que GrandAngoulême a vendu à la société AEVA les parcelles cadastrées section AB n°439 et 440 du parc Euratlantique sur la commune de Saint-Yrieix-sur-Charente au lieu-dit "Le Coteau Fouilloux" pour la construction de leur nouveau bâtiment,

Considérant que la société AEVA souhaite installer un potelet de commande électrique du portail d'entrée des véhicules sur la parcelle cadastrée section AB n°453 contiguë à leur propriété, appartenant au domaine public de GrandAngoulême,

Considérant que GrandAngoulême a émis un avis favorable à la demande de la société AEVA,

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** – Est approuvée l'autorisation d'occupation du domaine public de GrandAngoulême donnée à la société SAS AEVA, dont le siège social est situé 8 chemin de l'Etang rue Bois Renaud 16730 Fléac, qui concerne une partie de la parcelle cadastrée section AB n°453 du parc Euratlantique sur la commune de Saint-Yrieix-sur-Charente, au lieu-dit "Le Coteau Fouilloux".

**Article 2** – Le droit d'occupation est consenti pour une durée de douze années entières et consécutives et ce, à compter de la date à laquelle la présente décision sera exécutoire.

**Article 3** – S'agissant d'électrifier le portail d'entrée des véhicules des salariés de la société AEVA suite à la construction de leur nouveau bâtiment, en implantant un potelet sur une très petite surface d'environ 2 m<sup>2</sup>, la société ne sera pas assujettie au paiement d'une redevance d'occupation.

**Article 4** – Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Angoulême, le - 5 SEP. 2025

Pour le Président,  
Le Vice-Président,

Reçu en Préfecture  
Le : - 5 SEP. 2025  
Affiché ou notifié  
Le : - 5 SEP. 2025

  
Gérard ROY